
RAPPORT DE MISSION BENIN

**APPUI TECHNIQUE
POUR
L'ORGANISATION
DE LA CAMPAGNE
DE DISTRIBUTION
DE MIILD 2014.
BENIN**

Rapporteurs :

KOUAME PHOLLET ERIC PACOME

Période : Du 16 Avril au 7 Juin 2014

INTRODUCTION

Trois ans après l'accès universel, et conformément aux recommandations internationales, le Ministère de la santé du Bénin, avec l'appui des partenaires financiers et techniques, ont planifié une nouvelle distribution de masse en Juillet 2014 pour maintenir l'accès universel des ménages aux MIILD.

La réussite de cette campagne dépend, outre la mobilisation des ressources requises à cette vaste opération, de la qualité dans sa planification, dans sa mise en œuvre et dans son suivi évaluation.

Une mission d'analyses des résultats/ recommandations de la campagne 2011, d'orientation et d'élaboration du premier draft du protocole de la campagne de 2014 avec l'appui technique de RBM surtout sur la base des nouvelles recommandations de l'AMP, a permis d'avancer dans le processus de préparation de la campagne MIILD 2014. Ce consultant de RBM a apporté son expertise à cette étape de planification et il serait important que cet accompagnement se poursuive pour une bonne préparation et l'efficience dans le processus. Par ailleurs, le Fond Mondial en validant le plan de renforcement des capacités du PNLP a recommandé le recours à un AT à partir de l'expertise de l'AMP.

Le document de plan d'action attend actuellement sa phase de finalisation afin que les gaps soient déterminés.

Afin de disposer d'une micro-planification de mise en œuvre et de bons outils de gestion et de suivi évaluation de la campagne, le Ministère de la santé à travers le Programme National de Lutte contre le Paludisme confirme le besoin d'être assisté par un AT et sollicite le recrutement d'un assistant technique pour la finalisation et la validation des différents documents de la campagne.

RESPONSABILITES

Sous la supervision du Coordonnateur du PNLP et en étroite collaboration avec ses différents partenaires de mise en œuvre de la campagne de masse, L'Assistant Technique aura les responsabilités suivantes :

- Finaliser le macro-plan de la campagne MIILD 2014
- Elaborer le micro-plan de la campagne MIILD 2014
- Finaliser le budget de la campagne et quantifier le gap financier puis analyser les opportunités de financement avec le PNLP
- Actualiser les outils de gestion et de suivi évaluation appropriés pour la campagne 2014.
- Faire la revue des TDR des activités majeures de la campagne pour plus d'efficience technique de façon globale en tenant compte du contrôle des risques programmatiques, financiers.
- Rendre disponible la base de donnée de la campagne

PLAN DE TRAVAIL

Au fin d'assumer les responsabilités qui lui sont confiées, le consultant a travaillé selon un plan de travail comme suit :

PLAN DE TRAVAIL du 17 Avril au 8 Mai 2014

DOMAINE	ACTIVITES	METHODOLOGIE	PERIODE	LIEU
La planification de la campagne	<ul style="list-style-type: none"> • Finaliser le macro-plan et les outils de micro-plan de la campagne nationale de distribution des MILDA aux ménages ; • Analyser les gaps sur la base des financements mobilisables ou déjà mobilisés • Proposer un chronogramme pour la mise en œuvre de la campagne 	<ul style="list-style-type: none"> - Briefing avec l'équipe du PNLP et Africare - Collecte des différents documents élaborés - Rencontre avec les partenaires de mise en œuvre - Restitution en atelier ou travaux de commissions 	17 avril Au 22 avril 2014	Selon le pays
La mise en œuvre de la campagne	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser les outils de gestion et de suivi évaluation de la campagne nationale de distribution des MILDA aux ménages ; • Actualiser les TDR et le protocole de la campagne • Prévenir certains risques inhérents à cette activité de distribution. 	<ul style="list-style-type: none"> - Briefing avec l'équipe du PNLP et Africare - Collecte des différents documents élaborés - Rencontre avec les partenaires de mise en œuvre - Restitution en atelier ou travaux de groupe 	23 avril Au 27 avril 2014	Selon le pays
Le suivi évaluation de la campagne	<ul style="list-style-type: none"> • Faire la relecture des outils de la collecte des données essentielles de la mise en œuvre de la campagne MILDA 2014. • Faire un inventaire des risques potentiels liés au montage stratégique de la campagne et proposer des approches de solutions surtout en ce qui concerne la gestion financière et les pertes et avaries de MILDA • Faire des propositions visant à rendre disponible le rapport général de la campagne MILDA deux mois après l'opération. • Proposer un canevas de rapportage technique adapté au niveau opérationnel. 	<ul style="list-style-type: none"> - Briefing avec l'équipe du PNLP et Africare - Collecte des différents documents élaborés - Rencontre avec les partenaires de mise en œuvre - Restitution en atelier ou travaux de groupe 	28 avril Au 7 mai 2014	Selon le pays
Fin de mission	rédiger et partager un rapport de la mission de consultance		8 mai 2014	

NB : Le travail du consultant continue une fois chez lui au pays pendant 15 jours avec un contact permanent avec le PNLP par mail ou téléphone.

RESULTATS OBTENUS

1-) Finalisation du protocole

A ce jour le PNLN dispose d'une version rédigée de son **plan d'action** ou ce que le pays appelle **protocole** avec toutes ses composantes :

- plan logistique
- plan de dénombrement
- plan de distribution
- plan suivi évaluation
- plan communication

le pays souhaite avoir un seul document, donc les différents plans ont été intégrés en tant que chapitre.

2-) Finalisation des outils de la campagne

Les outils de gestions et de supervision de la campagne ont été révisés et rendus disponibles. L'innovation est le registre de dénombrement. Cette fois, le registre sera conçu de sorte qu'il contient en son sein, les coupons à remettre aux ménages. Autant de ménages recensés et inscrits dans le registre, correspondra à autant de coupons distribués. Ainsi, il sera difficile de donner un coupon sans que le ménage ne soit inscrit dans un registre. On note également que la rupture de l'un entrainera systématiquement la rupture de l'autre. Pour cette raison, la quantification a été faite en tenant compte du nombre de ménage estimé par village.

Les modules de formations ont été révisés et adaptés à la modification apporté à la stratégie. Il ne sera plus question d'enregistrer automatiquement les grands groupes, appelés quelques fois « groupes spécifiques » ou ménage à gros effectifs, dans les registres de dénombrement. Des outils ont été conçu spécialement pour leurs enregistrement afin qu'ils soient servis à la fin de la campagne de distribution de MIILD aux ménages. Cette distribution se fera avec les restes de la campagne.

3-) La macro quantification

L'ensemble des outils et intrants ont été quantifiés en fonction de la population du Bénin. Initialement, cette population avait été quantifiée sur la base de la population de 2002 affecté au taux d'accroissement annuel de 3,25 %. Elle a été actualisée sur la base du RGPH de 2013 dont les résultats provisoires sont disponibles sur le site de l'Institut National de Statistique et d'Analyse Economique (INSAE) du Bénin. Le nouveau taux

d'accroissement de 2013 a été appliqué sur la population générée par le résultat du RGPH pour définir la population du Bénin 2014. La nouvelle quantification des MIILD est définie comme suit dans le tableau :

DEPARTEMENTS	Population 2014	Nombre de MIILD	Nombre de MIILD avec stock de sécurité	Nombre de balle de 50 MIILD	Equivalent en MIILD
OUEME-PLATEAUX	1 781 403	989 668	1 039 152	20 824	1 041 200
ATLANTIQUE/ LITTORAL	2 142 885	1 190 492	1 250 016	25 044	1 252 200
ZOU/COLLINES	1 623 224	901 791	946 881	19 009	950 450
MONO/ COUFFO	1 280 628	711 460	747 033	14 982	749 100
ATACORA/DONGA	1 357 991	754 440	792 162	15 879	793 950
BORGOU ALIBORI	2 142 803	1 190 446	1 249 969	25 040	1 252 000
TOTAL	10 328 934	5 738 297	6 025 212	120 778	6 038 900

4-) Le budget

Sur la base des données du tableau ci-dessus, les quantifications en ressources humaines et intrants ont été budgétisées. Ce **budget** se résume dans le tableau ci-après :

RUBRIQUES	MONTANT FCFA	MONTANT VALIDE EN FCFA	ECART EN FCFA
Achats	91 881 570	105 272 913	-13 391 343
Atelier et formation	337 038 898	225 541 161	147 715 737
Communication	198 225 105	114 108 637	84 116 468
Dénombrement	370 463 385	171 220 950	199 242 435
Distribution	265 548 000	295 622 560	-30 074 560
Accrochage	74 340 000	-	74 340 000
Supervision	386 078 440	230 223 000	155 855 440
Ressource humaine	63 382 608	45 097 608	18 285 000
quantification formation et supervision	19 909 450	19 909 450	-
Budget CAME	347 597 568	347 597 568	-
Logistique	140 596 888	114 378 888	25 608 376
Suivi	112 150 320	101 350 320	10 800 000
Fonctionnement	6 180 290	6 180 290	-
MONTANT GLOBAL	2 413 392 522	1 671 230 432	672 497 554

A ce budget, il n'a pas encore été ajouté les frais de gestion de la CAME qui doit s'occuper d'une partie de la logistique ; à savoir le redéploiement des MIILD des départements vers les arrondissements.

La réalisation de la campagne de distribution de MIILD au Bénin a besoin de 2 409 574 127 Fcfa pour couvrir les coûts opérationnels. Les fonds disponibles à ce jour sont :

- pour le Fond Mondial = **1 585 466 432** Fcfa environ
- pour le budget national = **85 764 000** Fcfa environ

Les ressources additionnelles à rechercher s'élève aujourd'hui à **672 497 554** Fcfa. Ce montant se justifie par le fait que la budgétisation au départ, avait manqué des activités à coût. On peut citer la supervision ainsi que l'activité du dénombrement qui ont été prévu que sur trois jours ; le nombre de volontaire pour le dénombrement quantifié sur la base de 1 volontaire pour 60 ménages par jour,...

Ce montant pourrait être revu à la baisse si d'aventure nos recommandations avaient trouvé oreilles attentives auprès des organisateurs. Il s'agit d'inclure certaines tâches dans les TDR des superviseurs plutôt que de faire une autre mission spéciale. Exemple : l'enquête d'évaluation rapide ou encore la collecte des données de la campagne le lendemain de la distribution. Organiser une réunion de synthèse est moins coûteux que de déplacer des équipes pour aller récupérer ces données.

5-) le chronogramme

Un chronogramme est disponible avec les dates les plus proches et les plus réalistes possibles. Il faut souligner à ce niveau que Madame le ministre de la santé, a instruit de faire l'impossible pour que cette campagne puisse se réaliser en juillet 2014 du fait de la saison pluvieuse qui soumettrait la population à un risque plus élevé aux piqûres de moustique donc du paludisme. Cependant, les conteneurs de MIILD que le VPP doit acquérir sont supposés arriver au port de Cotonou en fin juillet 2014

Dans les prochaines étapes il est prévu une réunion du comité d'organisation où seront validés tous ces documents.

DIFFICULTES RENCONTREES

au niveau de la partie nationale :

- insuffisance de RH permanentes pour l'organisation de la campagne

- collaboration délicate entre Africare et PNLP : Africare/responsabilité dans la mise en œuvre des financements du GFATM, PNLP/leadership
- retard dans la levée des conditionnalités posées à Africare
- retard dans la levée des conditionnalités posées au PNLP
- appui très insuffisant de la part d'Africare avec un manque d'expérience du personnel dans la mise en œuvre des campagnes de distribution de masse de MIILD
- coordination insuffisante entre les différents acteurs
- communication insuffisamment coordonnée entre les acteurs et partenaires
- absence d'une date clairement définie pour la phase de distribution, par absence d'un chronogramme validé
- entêtement à vouloir faire la campagne coûte que coûte en Juillet
- absence d'un contrat signé entre Africare et CAME pour les prestations liées à la logistique
- absence d'un sous-comité chargé des finances (budget)

au niveau du GFATM :

- retard dans la livraison des MIILD : 1er containers attendus à mi-juin, au lieu de mi-avril et derniers containers attendus mi-juillet

PROCHAINES ETAPES

- Finaliser les documents par le PNLP et transmettre à Africare : protocole, chronogramme et budget, suite à l'atelier de finalisation de Lokossa
- Valider les documents : convocation d'une réunion du comité de coordination pour présentation de l'état préparatoire de la campagne et présentation des gaps financiers pour une rationalisation du budget ou une mobilisation des ressources additionnelles
- Signer le contrat Africare/CAME
- Transmettre les documents validés au GFATM, par Africare
- Finaliser le chronogramme et confier le suivi du chronogramme au sous-comité « suivi-évaluation »
- Valider les TDR des activités et les DAO/Consultations restreintes, notamment pour la reproduction des outils de gestion
- Lancer les ateliers de micro planification et les formations planifiées
- Effectuer une mission d'évaluation des capacités de stockage des MIILD de la campagne de distribution de 2014 dans les toutes les 34 ZS

Ces prochaines étapes faisaient partie pour une bonne part des responsabilités de la feuille de route de la mission. Cependant en raison des difficultés énoncées plus haut, la mission a été rallongée suivant la feuille de route ci-dessous.

Sur cette feuille de route le PNLP a souhaité que la partie non résidentielle soit transformée en résidentielle pour bénéficier d'un encadrement continue. A côté de ce désir noble, les échanges avec Africare donnent l'impression d'utiliser le consultant comme couverture. Ainsi, la décision de le transformer en période résidentielle dépendra du passage de l'équipe du GFATM et de la définition du rôle de chaque partie.

PLAN DE TRAVAIL du 17 Avril au 6 Juin 2014

DOMAINE	ACTIVITES	METHODOLOGIE	PERIODE	LIEU
La planification de la campagne	<p>Version améliorée des documents de campagne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • plan logistique (plan de dénombrement, plan de distribution) • plan suivi évaluation • plan communication • plan d'action opérationnel (protocole) • budget Analyser les gaps sur la base des financements mobilisables ou déjà mobilisés • Proposer un chronogramme pour la mise en œuvre de la campagne • Prévenir certains risques inhérents à cette activité de distribution 	<ul style="list-style-type: none"> - Briefing avec l'équipe du PNLP et Africare - Collecte des différents documents élaborés - Rencontre avec les partenaires de mise en œuvre - Partage des expériences d'autres pays ; travaux de commissions - Restitution en atelier ou en comité d'organisation 	17 avril Au 30 avril 2014	PNLP/MS
La mise en œuvre de la campagne	<ul style="list-style-type: none"> • Finaliser le protocole • Actualiser les outils de gestion et de suivi évaluation de la campagne nationale de distribution des MIILD aux ménages ; • Réviser les modules de formation de la campagne • Réviser l'outil et la stratégie de micro planification 	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier de finalisation du protocole - Rencontre avec les partenaires de mise en œuvre - Restitution en atelier ou travaux de groupe 	1 ^{er} mai Au 9 mai 2014	PNLP/MS ----- LOCOSSA Département du MONO
Le suivi évaluation de la campagne	<ul style="list-style-type: none"> • Validation du protocole et présentation du budget avec justification des lignes et les différents G A P • Faire un inventaire des risques potentiels liés au montage stratégique de la campagne et proposer des approches de solutions surtout en ce qui concerne la gestion financière et les pertes et avaries de MIILD • Faire des propositions visant à rendre disponible le rapport 	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec les partenaires de mise en œuvre - Restitution en atelier au cabinet ministériel 	12 mai Au 17 mai 2014	Salle de conférence du ministère de la santé

	général de la campagne MIILD deux mois après l'opération. <ul style="list-style-type: none"> Proposer un canevas de rapportage technique adapté au niveau opérationnel. 			
La mise en œuvre de la campagne	<ul style="list-style-type: none"> Préparer les outils de micro plan pour chaque zone sanitaire et les partager Appui le débriefing des superviseurs nationaux pour les ateliers de micro plans Réaliser les micros planification dans les DDS Faire la synthèse des micros planification Relire le budget et les GAP et ajuster les analyses. 	Rencontre avec les acteurs de mise en œuvre regroupé au niveau département en six sessions	18 mai au 05 juin 2014	Un département du pays
Fin de mission	Restitution de la mission en séance plénière, définition des prochaines étapes, rédiger et partager un rapport de la mission de consultance	Présentation en plénière au PNLP et ses Partenaires de mises en œuvre	6 juin 2014	
Départ du consultant 7 Juin 2014				
Intervention en non résidentielle	Intégration des amendements et recommandations du Fonds Mondial dans les documents	Echange formel par mail avec en copie les 2 parties	Du 08 au 21 juin 2014	Pays de résidence

Ce plan de travail ayant été validé par le PNLP, le travail du consultant a continué de façon tacite en attendant que le contrat soit signé. Cependant, la signature du contrat n'a plus fait mention de la partie non résidentielle.

Le pays a reçu la mission de l'équipe du GFATM. Concernant la campagne de distribution de masse des MIILD, au cours de cette mission, nous retenons les points suivant :

a-) Etat d'avancement des activités préparatoires, présentées par Dr Denon (CNA/PNLP) :

Le protocole et ses composantes, le chronogramme, et le budget finalisés sont prêts à être soumis à la validation ; prochaines étapes et perspectives

b-) clarifications apportées sur le budget :

Le budget « validé » par le GFATM est un budget estimatif pour provision des ressources financières sur la phase 2 ; ce budget peut encore évoluer

Plan logistique, présenté par Mr Tokponnon (PNLP) :

- agenda de livraison des MIILD (Etat, GFATM, USAID)
- prestation de service / CAME : absence de contrat et exigence d'une proposition de budget détaillé par la CAME à soumettre au plus tôt
- micro planification des activités logistique/CAME : à soumettre à la commission logistique et intégrer au plan logistique
- activités de contrôle de l'efficacité des MIILD / CREC (test de sensibilité) : accord de principe donné par le GFATM

c-) Le gap financier :

des travaux de corrections après l'atelier de Locossa ont estimé ces gaps à hauteur de 738 453 898 francs CFA, pour un coût opérationnel total de 2 484 713 793 FCFA, soit 30%. La mission du GFATM a rassuré de la possibilité d'une mobilisation de ressources additionnelles possible pour combler le gap financier mais attend aussi des efforts de la part de gouvernement quand à mobiliser d'autres ressources sur le budget national et auprès d'autres PTF (SNU, USAID.... Aussi, l'équipe a prévenu qu'il ne sera toléré aucun dépassement budgétaire, dès que le budget GFATM sera validé.

VALIDATION DU PROTOCOLE :

A cette séance de validation du protocole, ont été conviés à y participer :

Cabinet du MS, PNLP, CAME, CREC, DPMED, Africare, ARM3, CDC/USAID, OMS, AIMS/ACTB, AT. Suite aux présentations des documents finalisés et des résultats de la mission du GFATM, lesdits documents ont été validés sous réserve des amendements faits sur le protocole et des recommandations pour le budget. Il s'agit entre autres recommandations :

⇒ **sur le protocole**

- concernant le plan logistique, il a été recommandé d'intégrer la micro planification de la CAME, prestataire pour le convoyage des MIILD des chefs-lieux de Départements aux arrondissements
- de même, les activités en lien avec la logistique des MIILD acquises par l'USAID et les frais inhérents, devraient être intégrées au protocole national

⇒ **sur le budget**

- fiabilisation des données du budget par un comité restreint (Africare, PNLP, AT) qui est chargé d'assurer un contrôle de qualité du budget proposé, pour confirmer la sincérité de celui ci
- rationalisation budgétaire en identifiant des alternatives pour réduire les gaps financiers. Cet exercice a permis de fusionner certaines missions à celle de supervision. Il s'agit de la mission de monitoring pendant l'activité de dénombrement et la mission de collecte de donnée au lendemain de la distribution. La revue de la composition de membre des équipes des DDS et EECZS pour permettre la prise en charge des CAR et Statisticiens. L'annulation de la phase d'accrochage des MIILD.

- argumentaire et stratégie pour la mobilisation des ressources additionnelles :

Des arguments doivent être identifiés pour justifier les gaps financiers

- augmentation du taux d'accroissement de la population générale (de + 3,2% à +3,5%), ayant une incidence sur le nombre d'agents de dénombrement et de superviseurs, et sur tous les coûts inhérents (formation, etc...) : recensement 2013 par INSAE
- respect des directives de l'OMS/RBM concernant les nombres de jour pour les phases de dénombrement et de distribution, respectivement passés de 3 à 7, et de 2 à 4
- découplage campagne MIILD / JNV, supprimant les économies d'échelle qui avaient été faites lorsque les deux activités avaient été menées de façon couplée

Des orientations pour une stratégie de mobilisation des ressources additionnelles ont été suggérées

- mobiliser les PTF (SNU, USAID et autres) au travers du cadre de concertation des PTF Santé (réunion du 20 mai) et au travers du CNC (1ère semaine de juin)
- plaider auprès du Ministère pour renforcer la contribution du budget de l'Etat à au moins 5% du coût opérationnel de la campagne
- argumenter et justifier au mieux les gaps financiers pour négocier avec le GFATM une augmentation de sa contribution par rapport au budget déjà provisionné
- A moyen et long terme, il a été suggéré de mener des réflexions sur des financements innovants (taxes sur téléphonie, sur produits de la brasserie, etc...). coût maîtrisé pour rendre accessible les MIILD aux ménages : 400 fcfa pour chaque MIILD disponible

Suite à la prise en compte des recommandations, le GTT des PTF a été saisi pour porter la communication du GAP financier auprès des décideurs des institutions et du CNC, pour la mobilisation des ressources additionnelles. Le GAP désormais est passé à 562 926 024FCFA comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-dessous.

BUDGET RATIONALISE

RUBRIQUES	MONTANT FCFA		MONTANT VALIDE EN FCFA	ECART EN FCFA	
Achats	94 301 400	4%	105 272 913	- 10 971 513	-2%
Atelier et formation	292 331 768	13%	189 323 161	103 008 607	18%
communication	194 681 782	9%	111 430 458	82 051 324	15%
Dénombrement	370 463 385	16%	171 220 950	199 242 435	35%
Distribution	297 416 000	13%	295 622 560	1 793 440	0%
Accrochage	-	0%	-	-	0%
Supervision	317 383 100	14%	172 821 429	144 561 671	26%
Ressource humaine	45 759 200	2%	36 737 000	-	0%
Budget CAME	394 659 572	17%	394 659 572	-	0%
logistique	171 094 897	7%	144 635 337	14 018 560	2%
suivi et évaluation	83 102 670	4%	72 381 170	10 721 500	2%
fonctionnement	24 680 290	1%	6 180 290	18 500 000	3%
MONTANT GLOBAL	2 285 874 064	100%	1 700 284 840	562 926 024	100%

ACQUIS DE LA MISSION

La mission note à son actif plusieurs acquis importants et dans la coordination que dans la production des documents.

⇒ Au niveau de la coordination

La coordination a connu une réanimation des sous-comités avec l'assistance de l'appui technique. Les quatre sous-comités ont tenu des réunions régulières et des points en synthèse ont été faits à la hiérarchie. Un rapprochement des différents acteurs de mise en œuvre à travers la création d'un cadre de rencontre.

⇒ Au niveau des documents

Le protocole est rendu disponible cette fois avec toutes ses composantes.

- Un plan logistique,
- un plan de dénombrement,
- un plan de distribution,
- un plan de communication,
- un plan de suivi-évaluation,
- une macro quantification

- les outils de gestion : cahier de dénombrement, cahier de synthèse, fiche de stock, fiche de monitoring, bon de livraison, fiche de supervision, fiche de retour d'intrant, fiche de pointage...
- un masque de saisie de donnée pour le dénombrement et la distribution
- un canevas de rapport pour chaque grande activité : micro plan, dénombrement et distribution

⇒ Au niveau de la mise en œuvre

A ce niveau le temps imparti pour la mission nous a permis de mettre en œuvre qu'une partie non moins importante qui est la micro planification.

PROCHAINES ETAPES

- Transmettre les documents au Fonds Mondial dès lundi 2 juin 2014 ;
- Programmer et préparer la rencontre avec le CNC pour trouver des pistes de solutions pour le GAP ;
- Organiser la séance de travail pour adapter le manuel de procédure d'Africare au mode fonctionnement du PNLP ;
- Signature du contrat Africare/CAME le plus tôt: le 1er conteneur arrive au PORT de Cotonou le 16 juin 2014 ;
- Elaborer les TdR des activités ensemble avec l'équipe d'Africare (avec ou en présence des responsables) pour éviter les incompréhensions et le long temps pour la validation ;
- Prévoir la restitution des micros plan pour le mercredi 11 juin ;
- Faire la relecture et les amendements au budget au plus tard le vendredi 13 juin
- Déclencher le processus des achats pour les activités avenir (cahier de dénombrement et les différents cahiers de synthèse, ...)
- La réunion d'orientation des acteurs de terrain
- Les formations sur le dénombrement et la distribution

RISQUES ET GOULOTS DE DIFFICULTES

La coordination

- 1- La communication n'est pas franche et responsable entre les partenaires. On a l'impression qu'on communique expressément pour induire en erreur l'autre ;
- 2- Les rencontres entre les différents partenaires ne sont pas régulières ;
- 3- L'automatisation des rencontres des sous-comités n'est pas encore effective

- 4- Le temps d'émission et de traitement des TDR d'activité est trop long et engendre des retards dans la mise en œuvre des activités;
- 5- L'insuffisance des ressources humaines expérimentées dédiés à l'activité ;
- 6- La programmation de plusieurs activités de santé qui utilisent les mêmes acteurs de terrain ;

La mise en œuvre

⇒ Les finances

- 1- Le manuel de procédure du PNLN n'est pas encore formalisé pour assurer les dépenses à effectuer au cours de cette campagne ;
- 2- Le mécanisme de justification et de collecte des pièces justificatives n'est pas encore bien défini pour chaque grande activité;
- 3- La justification des cas particuliers de dépense (les traversées par hors-bord ou pirogue, vélo, ...)
- 4- L'identification des lignes prises en charge par le budget National

⇒ Le pré positionnement

Au cours de la micro planification, la spécificité du département de Borgou, nous donne de nous soucier du pré positionnement.

Au niveau du temps : certains villages administratifs comptent en leurs seins des hameaux qui s'apparentent à des villages et sont distants de plus de 15km ;

Au niveau du type de transport : certains villages et arrondissements auront besoin de transport multi modal soit une composition de plusieurs modes de transport (camion + hors bords motorisés ou pirogue + moto)

⇒ Le dénombrement

La saison des pluies très dense, risque de ne pas permettre aux agents de dénombrement d'atteindre tous les ménages pour des raisons de zones inaccessibles ;

⇒ La communication

La communication est muette jusqu'à ce jour. Les messages n'ont pas encore été présentés et les plages gratuites de santé au niveau des télévisions et radios ne sont pas exploitées.

RECOMMANDATIONS

La coordination

- 1- Organiser des rencontres régulières des responsables des différentes structures au niveau décisionnel, et pauser franchement les situations qui se présentent à eux.
- 2- Organiser impérativement au moins une fois par semaine, la rencontre des sous-comités, surtout le sous-comité suivi évaluation qui doit veiller méticuleusement au respect des délais d'exécution du chronogramme de la campagne. Le PNLP assurant les différents secrétariats doit convoquer les réunions et disposer des rapports ;
- 3- Faire valider les TDR d'activité désormais par une équipe conjointe PNLP et africare en une séance de travail.
- 4- Faire une demande auprès de l'AMP pour une assistance technique dans l'exécution de la suite des activités.
- 5- Coordonner la programmation des activités de santé qui utilisent les mêmes acteurs de terrain de sorte à éviter les coïncidences des dates ;
- 6- Impliquer d'avantage les partenaires et autres ministères dans la préparation de toute la mise en œuvre.

La mise en œuvre

⇒ Les finances

- 1- Organiser une séance de travail le plus tôt, pour adapter le manuel de procédure de Africare au fonctionnement du PNLP afin d'assurer les dépenses à effectuer au cours de cette campagne ;
- 2- Prévoir un guide de justification des cas particuliers de dépense (les traversées par hors-bord ou pirogue, vélo, ...)
- 3- Définir clairement le mécanisme de justification et de collecte des pièces justificatives n'est pour chaque grande activité; on pourrait faire une rétention de 20% des per diem des superviseurs centraux afin qu'ils le reçoivent aux dépôts de ses pièces de justification à leur retour de mission.
- 4- Identifier et rendre disponible les lignes prises en charge par le budget National

⇒ Le pré positionnement

- 1- Se montrer **flexible en matière de transport**. Il est possible que la campagne utilise plusieurs moyens de transport pour permettre l'approvisionnement simultané d'un plus grand nombre de points de distribution (utilisation de plus de camions de plus petite taille avec plusieurs voyages) ;
- 2- Prévoir assez de jours pour le pré positionnement des MIILD des arrondissements vers les villages ;
- 3- Achever et rendre disponible la base de données d'évaluation des capacités des stockages au niveau arrondissement à partir du Mardi 9 juin 2014 ;
- 4- Rendre disponible auprès des partenaires intervenant dans le pré positionnement les quantifications par localité et par partenaire.

⇒ Le dénombrement

Expliquer clairement aux autorités politiques les enjeux à faire coûte que coûte la campagne à cette période pour influencer une décision en faveur d'un report et permettre au PNL et son PR d'être prêt à temps pour toutes les autres activités.

⇒ La communication

- 1- Profiter dès maintenant des plages gratuites pour communiquer sur chaque activité pour annoncer la campagne
- 2- Réunir rapidement le sous-comité communication pour réviser les messages clés et les orienter sur l'utilisation correcte des nouvelles MIILD reçues.

CONCLUSION

La mise en œuvre d'une campagne de distribution de MIILD pour une couverture universelle est en cours d'exécution au BENIN. L'arrivée de la mission d'appui technique a permis de faire des propositions et suggérer l'amélioration de la stratégie, aussi bien que des supports. Des gaps financiers sont à signaler. Nous comptons sur l'appui des différents acteurs pour combler ce déficit. La réussite de cette campagne est encore à porter des mains et nécessite quelques efforts d'abord dans la coordination entre le PR Africare et le PNL ensuite dans la collaboration avec les autres ministères et partenaires. Nous ne doutons pas que l'engagement et la volonté des uns et des autres seront couronnés par un succès éclatant.

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos sincères remerciements au Ministère de la santé du BENIN et à travers lui le PNLN pour avoir accepté notre appui, pour toute la sollicitation dont ils ont fait l'objet depuis le début de notre mission. Nos remerciements vont aussi à l'endroit de Dr. GAMATIE de l'OMS et Dr. Christophe ROCHIGNEUX.

Que tous ceux qui nous ont reçus et nous ont fourni des informations et données qui ont contribué à la réussite de notre mission trouvent ici, l'expression de notre reconnaissance. Nos remerciements iront principalement à l'AMP, à RBM et à la Fédération Internationale de la Croix Rouge qui nous ont fait confiance et nous ont envoyés pour cette mission.